

Discours de Jérôme DURAIN

Président de la Région Bourgogne-Franche-Comté

SALON INTERNATIONAL DE L'AGRICULTURE 2026

Journée Bourgogne-Franche-Comté – mercredi 25 février 2026

Seul le prononcé fait foi

Merci à toutes et à tous d'être présents sur le stand de la Région Bourgogne-Franche-Comté.

Nous sortons à l'instant d'une réunion importante avec l'ensemble des organisations professionnelles et les syndicats, aux côtés du président de la Chambre régionale d'agriculture de Bourgogne-Franche-Comté. Cette réunion n'était pas un exercice de politesse. C'était un moment de travail franc.

Je le dis ici : la Région est dans une phase de reconstruction de sa relation avec le monde agricole. Nous avons traversé des tensions, notamment autour du Fonds européen agricole pour le développement rural. Nous ne sommes pas sortis de toutes les difficultés. Mais nous avançons. Les choses se débloquent progressivement. Ce n'est pas parfait – et je ne prétendrai pas le contraire – mais nous sommes engagés pour stabiliser la situation.

Ce que nous voulons désormais, c'est repartir sur des bases claires : renforcer nos filières, créer davantage de valeur ajoutée en Bourgogne-Franche-Comté, sécuriser les revenus agricoles. Dans cet esprit, la Région travaille à une convention avec la Chambre régionale d'agriculture pour remettre les choses à plat, clarifier nos engagements respectifs et offrir un cadre stable, lisible, à moyen terme, au soutien régional à l'agriculture. La stabilité est une condition de la confiance. Et la Région doit redevenir un partenaire fiable, lisible, stable.

Je veux le redire ici, au Salon : nous pouvons être fiers de notre agriculture. Fiers de nos éleveurs, de nos viticulteurs, de nos céréaliers, de nos forestiers, de la qualité reconnue de nos produits. Nos filières doivent devenir un levier pour attirer de nouvelles populations, de nouveaux talents, des jeunes qui choisissent nos territoires parce qu'ils y voient un avenir économique, environnemental et humain. Cette fierté n'est pas un slogan. C'est une responsabilité : celle de protéger et de renforcer ce qui fait la force agricole de notre région. Ça signifie continuer à produire ici, à décider ici, et à valoriser ici.

Produire ici

Produire ici, cela signifie maintenir des filières fortes sur notre territoire, c'est investir dans l'outil productif, accompagner l'adaptation climatique, renforcer l'autonomie des exploitations.

Produire ici, c'est aussi garder la valeur ajoutée chez nous.

C'est tout le sens du plan régional d'engraissement que nous avons engagé : engraisser et transformer en Bourgogne-Franche-Comté plutôt que voir partir nos animaux ailleurs.

La transition écologique fait partie de l'équation. Adapter nos exploitations au changement climatique, gagner en autonomie, réduire certaines dépendances, investir dans l'innovation : tout cela renforce à la fois la performance environnementale et la solidité économique de nos filières. La compétitivité économique doit être au service de la transition de l'agriculture.

Décider ici

Produire ne suffit pas si les décisions se prennent ailleurs.

C'est pourquoi la Région agit pour conserver les centres de décision en Bourgogne-Franche-Comté.

À travers BFC Participations, nous intervenons pour stabiliser le capital d'entreprises structurantes et éviter que les centres de décisions ne quittent notre territoire.

Car lorsqu'un centre de décision part, ce sont les investissements, l'emploi et parfois les filières qui deviennent fragiles.

Décider ici, c'est aussi peser en Europe.

La prochaine programmation européenne se prépare maintenant. C'est pourquoi nous engageons un mouvement collectif pour défendre les intérêts de nos filières dans la future PAC. Un déplacement à Bruxelles est prévu fin mars : nous irons porter une voix régionale claire, construite avec vous.

Dans ce contexte, la question des accords commerciaux, et notamment de l'accord UE-Mercosur, ne peut pas être éludée. Les volumes annoncés ne déstabiliseront peut-être pas mécaniquement l'ensemble de la production française. Mais le vrai sujet est celui de l'égalité devant les normes. Nous ne pouvons pas demander toujours plus à nos agriculteurs — en matière sanitaire, environnementale, sociale — et accepter en même temps des produits qui ne respectent pas les mêmes règles.

Et je le dis très simplement : si nous voulons maintenir des filières et de la production sur nos territoires, nous devons préserver les plus fragiles. Les zones intermédiaires, en particulier, ne peuvent pas être les oubliées des arbitrages européens. Leur pérennisation est une condition d'équilibre territorial et de souveraineté productive.

Nous devons être unis sur nos priorités : maintien d'un budget agricole ambitieux, soutien à l'investissement productif, prise en compte des réalités des territoires intermédiaires et d'élevage, accompagnement du renouvellement des générations.

Le renouvellement des générations n'est pas seulement un enjeu agricole. C'est un enjeu territorial et démographique majeur, qui s'inscrit dans une ambition plus large de la Région d'attirer de nouvelles populations chez nous. Dans les dix prochaines années, une part massive de nos agriculteurs partira à la retraite. Sans transmission réussie, il n'y aura ni souveraineté alimentaire, ni vitalité rurale.

Nous allons donc poursuivre nos efforts, nous allons revaloriser à nouveau la DJA pour en faire la plus élevée de France, continuer d'investir dans l'installation et la transmission, y compris des hors cadre. Et nous serons vigilants et pleinement partie prenante dans la mise en place de France Services Agriculture. La simplification administrative est attendue. Elle doit être réelle, concrète, utile pour les exploitants. C'est d'ailleurs une priorité que j'ai fixée dès mon élection : simplifier, rendre nos dispositifs plus lisibles, plus accessibles, plus efficaces. Nous serons à la disposition de l'État pour y prendre toute notre place, sans doublons et sans complexité supplémentaire.

Valoriser ici.

Produire et décider n'ont de sens que si la valeur reste sur nos territoires.

C'est pourquoi nous soutenons activement les circuits courts et les Projets Alimentaires Territoriaux (PAT) : mieux relier producteurs, transformateurs, restauration collective et consommateurs, c'est recréer du revenu agricole et du lien territorial.

C'est aussi développer la transformation locale, structurer les filières, encourager la contractualisation et la diversification.

Je veux le dire à Annie Genevard, Madame la Ministre, merci d'être parmi nous : nous serons ainsi pleinement engagés dans la démarche territoriale de conférences sur la souveraineté alimentaire, de manière à pouvoir identifier, aux côtés de l'État et de la Chambre régionale d'agriculture les projets les plus structurants.

Au-delà de l'agriculture, c'est le dynamisme de nos territoires qui est en jeu. Une agriculture forte, c'est de l'emploi, des services, des entreprises, de la vie dans nos communes rurales. La Région agit aussi à travers sa politique d'aménagement du territoire : infrastructures, soutien aux centralités, développement économique. Tout est lié. Soutenir l'agriculture, c'est soutenir l'équilibre et l'attractivité de la Bourgogne-Franche-Comté. C'est aussi la raison pour laquelle la Région engage des démarches d'attractivité, pour donner envie, au large, de venir vivre chez nous.

Je veux aussi avoir un mot très direct sur la conjoncture.

Nos céréaliers sont en souffrance. Les cours ont reculé, les charges restent élevées, les marges se réduisent fortement. Nous devons regarder cette situation en face et travailler à des réponses adaptées, notamment en matière de diversification et de valeur ajoutée locale.

À l'inverse, la filière viande connaît une année exceptionnelle en termes de prix. C'est une bonne nouvelle. Mais elle ne doit pas conduire à baisser la garde. Les équilibres restent fragiles : coûts de production, renouvellement des éleveurs, compétitivité à l'export. Ce cycle favorable doit servir à consolider les exploitations et préparer l'avenir, pas à se croire à l'abri ; cette embellie ne doit pas suspendre les réflexions de fond, mais doit au contraire nous donner les moyens d'agir : consolider les trésoreries, investir, moderniser, développer l'engraissement sur notre territoire, renforcer la transformation locale.

Un mot au passage sur la DNC. La Bourgogne-Franche-Comté fait partie des trois Régions impactées. Nous sommes intervenus rapidement pour renforcer les aides d'État pour la recapitalisation de cheptels. Mais il nous faut aussi travailler pour limiter les conséquences économiques, notamment sur l'aval de la filière. La Région sera au rendez-vous pour venir en soutien des opérateurs économiques fragilisés par cet épisode sanitaire.

Ce stand Région, ici au Salon, est une vitrine importante. Mais c'est aussi un point d'appui. Un lieu pour montrer la richesse de nos filières, la qualité de nos produits, la force de nos territoires.

Notre ligne est simple :

Protéger nos filières,

Créer de la valeur ici,

Sécuriser les revenus,

Et donner envie aux jeunes de s'installer.

Rien ne se fera seuls. Ni la Région, ni les filières, ni l'État. C'est ensemble que nous ajusterons nos outils, que nous défendrons nos intérêts en Europe, et que nous construirons une agriculture forte en Bourgogne-Franche-Comté.